

Avant l'AG de l'ONU, la RD Congo alerte sur "l'agression" du Rwanda

@rib News, 14/09/2023 â€“ Source AFP A la veille de l'Assemblée générale des Nations Unies, la République démocratique du Congo a alerté jeudi sur "la tragédie humanitaire" et les "dommages" causés par "l'agression" du Rwanda, accusé de soutenir une rébellion dans l'Est de son territoire. Devant la presse à Kinshasa, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya, et la ministre de la Justice Rose Mutombo, ont présenté le "volume II" d'un "livre blanc" documentant selon eux "l'ampleur de la catastrophe".

La première version, en décembre 2022, avait déjà "démontré l'agression avérée de la RDC par le Rwanda", a dit Patrick Muyaya, qui a évoqué des "preuves irréfutables des activités criminelles pilotées par l'armée rwandaise avec des suppléments du M23". Les rebelles du M23, pour "Mouvement du 23 mars", se sont emparés l'année dernière de vastes pans de territoire de la province du Nord-Kivu, qu'ils occupent encore actuellement. Depuis le début, sur fond de relations tendues entre les deux pays depuis près de trente ans, Kinshasa accuse Kigali de combattre aux côtés de cette rébellion. Des experts de l'ONU ont confirmé ce soutien, qui a été condamné par plusieurs chancelleries occidentales mais que le Rwanda ne reconnaît toujours pas. Pour Kinshasa, l'objectif du Rwanda est de "maintenir cette partie du pays dans l'instabilité pour poursuivre son œuvre de pillage" des ressources, minières notamment, de la région. Le document présenté jeudi, qui "complète" le précédent, résume les conséquences de cette situation aux "humanitaire, sanitaire, scolaire, social, économique, électorale", a détaillé le porte-parole du gouvernement. Patrick Muyaya a notamment évoqué "plus de 2,3 millions de déplacés", des centaines d'écoles détruites ou occupées, des dommages "incalculables" sur le parc national des Virunga, un "manque à gagner" en millions de dollars de recettes douanières... Cette situation a aussi "une incidence sur le processus électoral", puisque, a-t-il expliqué, "les populations dans les zones sous occupation n'ont pas encore été enrôlées" (inscrites sur les listes électorales) pour les élections générales de décembre prochain. "A la veille de notre participation à la prochaine Assemblée générale de New York nous tenions à présenter cette situation", a dit Patrick Muyaya. Sur le plan diplomatique, a-t-il déclaré, "nous avons apprécié récemment les prises de position de l'Union européenne et du gouvernement américain qui ont sanctionné des officiers rwandais". "C'est un bon début (...), mais cet effort doit se poursuivre", a-t-il jugé, en appelant à "des actions plus vigoureuses de la part" des pays "partenaires" de la RDC.